



IDHEAP

POLICY BRIEF

NUMÉRO 2 | FÉVRIER 2022

Les chuchoteurs de la santé : Les conseils consultatifs scientifiques et la pandémie de COVID-19

Unité Politiques publiques et évaluation

Prof. Pirmin Bundi, Tereza Cahlikova et Moulay Lablih

Les conseils consultatifs scientifiques sont des sources d'information importantes pour les décideurs politiques car ils leur fournissent des recommandations sur des problèmes de société spécifiques. Pendant la crise du COVID-19, de nombreux pays ont mis en place de telles institutions afin de faciliter l'élaboration de politiques fondées sur des preuves scientifiques. Alors que l'élaboration de telles politiques est généralement guidée par l'approche de "ce qui marche", les décideurs avaient peu de certitudes quant à l'efficacité des interventions pendant la pandémie de COVID-19. Les scientifiques ont plaidé pour une gouvernance adaptative et agile, qui exigeait des pouvoirs publics à la fois une réaction rapide et la gestion de nombreuses incertitudes impliquant différentes parties prenantes. Par conséquent, les recommandations scientifiques ont été fortement contestées dans l'arène politique et il est difficile de savoir dans quelle mesure elles ont pu influencer les politiques publiques. Cette contribution étudie le rôle des conseils scientifiques pendant la pandémie de COVID-19 en s'appuyant sur l'exemple de la Suisse à travers la **Swiss National Science Task Force** qui a été créée au cours des premières semaines de la crise du COVID-19.

Contexte de la recherche

Nous comparons les recommandations politiques de la Swiss National COVID-19 Science Task Force (TASK FORCE), qui a fourni des informations au gouvernement suisse depuis le début de la pandémie, avec les réponses du gouvernement fédéral, et discutons des relations possibles entre les deux organisations. L'institutionnalisation des preuves scientifiques dans le système politique favorise leur transformation en politiques publiques, mais leur utilisation n'est pas garantie. Même si la science joue un rôle important dans l'élaboration des politiques publiques contemporaines, l'élaboration de politiques fondées sur des preuves a été remise en question après le succès de nombreux mouvements populistes et l'émergence potentielle d'une ère de post-vérité. Malgré les derniers développements, il semble que la science ait fait son retour pendant la pandémie de COVID-19. Les acteurs politiques étaient plus intéressés par la voix de l'épidémiologiste, du virologue et du spécialiste de la santé publique et ils l'ont fortement sollicitée. Les scientifiques sont souvent considérés comme des experts indépendants qui recherchent la vérité par le biais de méthodes rigoureuses et systématiques ne permettant aucune interférence avec leur réalité objective,



“ La Suisse, s’est-elle fiée énormément aux conseils scientifiques pendant la première vague de la pandémie? ”



bien que Lambright (2008 : 6)¹ affirme que lorsque les scientifiques quittent leurs laboratoires pour défendre des positions politiques, ils peuvent se comporter comme d’autres groupes d’intérêt, en essayant d’influencer la politique publique. Pourtant, alors que les scientifiques suivent des règles fixes qui produisent des preuves scientifiques, les décisions des politiciens peuvent être influencées par la pression des électeurs, l’opinion publique et les contributions aux campagnes électorales.

Démarche méthodologique

D’un point de vue méthodologique, nous avons entrepris une analyse quantitative de texte. En effet, afin de comparer les rapports scientifiques (N=22) avec les communiqués de presse du gouvernement (N=25) entre avril et juillet 2020, nous analysons les notes politiques publiées par la TASK FORCE et les communiqués de presse officiels de l’Office fédéral de la santé publique et du Conseil fédéral suisse, ainsi que les mémoires politiques de ce dernier. Dès lors, nous conduisons une analyse par mots-clés basée sur l’occurrence et la fréquence d’emploi de certains termes dans les deux types de documents à notre disposition.

Cette démarche consiste à identifier les occurrences moyennes et relatives de certains termes (par exemple les masques) pour mettre en évidence les chevauchements entre les recommandations de la Task Force et les réponses gouvernementales.

¹ Lambright, W. H. (2008). Government and science: A troubled, critical relationship and what can be done about it. *Public Administration Review*, 68(1), 5-18.

Résultats et discussion

L'analyse sommative des fréquences relatives de mots montre que les termes utilisés par la Task Force sont presque exclusivement liés à des mesures et à des questions de santé. Quant aux communiqués de presse du gouvernement fédéral, ils présentent une plus grande variance en termes de mots utilisés, malgré l'accent mis sur la pandémie de COVID-19. L'attention portée par le gouvernement fédéral aux différentes questions sanitaires est globalement moins importante que celle démontrée dans les notes d'orientation de la Task Force. Cependant, compte tenu de l'incertitude liée à la pandémie et de la diversité de ses différentes parties prenantes, le gouvernement fédéral a dû agir dans un contexte évoluant rapidement tout en tenant compte des intérêts sanitaires, économiques et sociétaux. Dans l'ensemble, nous notons que les questions politiques abordées par le Conseil fédéral sont identiques à celles discutées par la Task Force dans les rapports, comme l'illustre le graphique présenté ci-dessous. Dans le cas d'espèce, même si l'intensité d'utilisation du mot masque diffère entre les deux types de documents, les dynamiques sont comparables, ce qui dénote une forme de convergence.

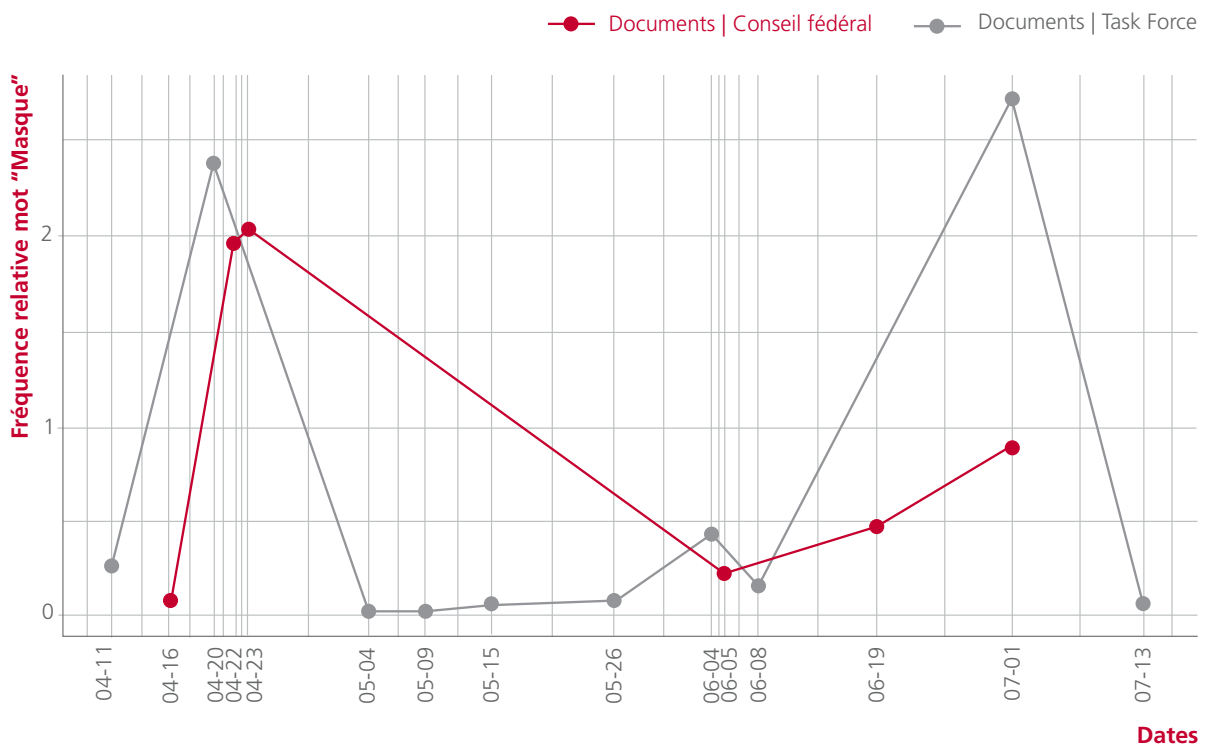


Illustration 1 | Evolution de la fréquence relative du mot "Masque"

Référence

Bundi, P., Cahlikova, T. & Moulay, L. (2021). The Health Whisperers: Scientific Advisory Boards and the COVID-19 Pandemic. Document de travail non publié. Université de Lausanne.